

Vous êtes un particulier

Vous avez la possibilité de publier gratuitement vos annonces **Immobilier** sur notre site internet : ouestfrance-immobilier.com rubrique : déposez votre annonce

Lisieux et sa région



Retrouvez tous les marchés publics et privés parus sur les 12 départements du Grand Ouest sur : centraledesmarchés.com

Pour faire paraître une annonce légale : **Medialex**, tél. 02 99 26 42 00 - Fax 0 820 309 009 (0,12€ la minute) e-mail : annonces.legales@medialex.fr - Internet : www.medialex.fr

Tarif de référence stipulé dans Art.2 de l'arrêté ministériel du 7 décembre 2020, 4,07 € ht la ligne.

Les annonceurs sont informés que, conformément au décret n° 2012-1547 du 28 décembre 2012, les annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce concernés et publiées dans les journaux d'annonces légales, sont obligatoirement mises en ligne dans une base de données numérique centrale, www.actulegales.fr.

Marchés publics

Procédure adaptée

Haropa Port - Le Havre

Suppression du poste d'aiguillage 4R

PROCÉDURE ADAPTÉE

Haropa Port - Le Havre procède à une consultation pour un marché passé selon la procédure adaptée (articles L.2123-1, R.2123-1et R.2123-4 à R.2123-7 du Code de la commande publique).

Objet : suppression du poste d'aiguillage 4R.
Modifications à apporter : au lieu de lire : la date limite de remise des offres est fixée au 17 novembre 2021 à 17 h 00.

- lire : la date limite de remise des offres est fixée au 24 novembre 2021 à 17 h 00.
Modalités de retrait du dossier de consultation : à l'adresse suivante par téléchargement : <https://www.marchés-publics.gouv.fr>

L'avis d'appel public à la concurrence correspondant est publié sur le site de Haropa Port - Le Havre (<http://www.haropaports.com/fr/le-havre>), au BOAMP (www.journal-officiel.gouv.fr), ainsi que sur le site Achat Public (<https://www.marchés-publics.gouv.fr>).



Travaux de rénovation sur 9 pavillons à Dozulé

PROCÉDURE ADAPTÉE

Travaux

Organisme acheteur : Partelios Habitat (14). Contact : cellule marchés, lot. espace entreprise, 2, rue Martin-Luther-King, 14280 Saint-Contest, France. Tél. +33 2 31 06 91 00. Courriel : cellulemarchés@partelios.fr
URL : <https://www.partelios.fr>
Site du profil d'acheteur : <https://www.marchés-publics.gouv.fr>
Objet du marché : travaux de rénovation sur 9 pavillons à Dozulé (14).
Type de marché : travaux : exécution.
Classification CPV : 45000000, 45262522, 44220000, 45330000.
Division en lots.

Il convient de soumettre des offres pour un ou plusieurs lots.
Durée du marché ou délai d'exécution : 7 mois.
Durée de validité des offres : 240 jours.
Informations sur les lots :
Lot 01 : maçonnerie. Travaux de maçonnerie.
Lot 04 : couverture. Travaux de couverture.
Lot 05 : menuiseries extérieures. Travaux de menuiseries extérieures.
Lot 06 : fermetures. Pose d'une porte de garage.
Lot 07 : menuiseries intérieures. Travaux de menuiseries intérieures.
Lot 10 : plomberie sanitaire. Travaux de plomberie sanitaire.
Lot 11 : chauffage. Installation de chauffage.
Lot 12 : électricité. Travaux d'installations électriques.
Lot 12 : lot 12 bis : VMC. Pose de VMC.
Lot 13 : faïence. Travaux de faïence.
Lot 15 : peinture. Travaux de peinture.
Lot 15 : lot 15 bis : peintures intérieures. Travaux de peintures intérieures.
Lot 16 : sols souples. Travaux de sols souples.

Options : des options sont prévues pour le lot 4 : couverture uniquement.
Type de procédure : procédure adaptée.
Des variantes seront prises en considération : oui.
Critères d'attribution : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).
Date limite de réception des offres : vendredi 26 novembre 2021, 14 h 00.
Date limite de réception des candidatures : vendredi 26 novembre 2021, 14 h 00.
Langue(s) pouvant être utilisée(s) : français.
Renseignements d'ordre technique : pôle technique, 2, rue Martin-Luther-King, à l'attention de Maxime Gandais, 14280 Saint-Contest, France.
E-mail : m.gandais@partelios.fr - URL : <https://www.partelios.fr/>
Date d'envoi du présent avis : 5 novembre 2021.

Bon à savoir

Prêt bancaire: le contrat et l'avenant ont des formalités différentes

Les formes exigées d'un banquier dans un contrat de prêt ne sont pas toutes exigées dans l'avenant qu'il établira en cas de renégociation du crédit car un avenant est une modification du contrat dont les formalités d'origine existent toujours. Après avoir renégocié son crédit pour obtenir un taux inférieur, un emprunteur avait saisi la justice pour ne pas payer les intérêts renégociés (3,25 %) mais seulement les intérêts légaux (0,87 %) car l'avenant ne mentionnait pas la durée de la période et le taux de période. Une faute qui fait perdre au prêteur le droit aux intérêts convenus. Mais ces informations, exigées dans un contrat de prêt, ne figurent pas parmi celles que la loi exige pour un avenant, a répondu la Cour de cassation. Lorsqu'il s'agit de renégocier un crédit, le prêteur professionnel doit rédiger un avenant qui comprend un échéancier nouveau, avec le capital restant dû à chaque échéance ou en cas de remboursement anticipé, le nouveau taux effectif global, le nouveau coût du crédit, le tout calculé sur les échéances et frais à venir. Rien de plus. (Cass. Civ 1, 5.2.2020, U 18-26.769).

Avis administratifs

Commune de BARON-SUR-ODON
Définition des modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n° 1 du Plan local d'urbanisme

AVIS

Par délibération du 14 septembre 2021, le conseil municipal de Baron-sur-Odon, a défini les modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n° 1 du Plan local d'urbanisme (PLU). Cette mise à disposition du dossier aura lieu du 19 novembre 2021 au 20 décembre 2021 dans les conditions suivantes :
A. Contenu du dossier mis à disposition :

- la note de présentation précisant le projet de modification simplifiée,
 - les réponses ayant pu être formulées par les personnes publiques associées prévues aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme,
 - l'avis de la CDPENAF,
 - les pièces du dossier de PLU modifiées.
- B. Modalités de consultation (lieux et horaires) :
- au format papier : en mairie, 11, route de Fontaine, 14210 Baron-sur-Odon aux horaires habituels d'ouverture au public,
 - par voie électronique, accessibles sur le site internet de la mairie : <http://baron-sur-odon.fr/>
- C. Modalités d'observations sur le projet de modification simplifiée :
- via un registre papier disponible en mairie aux heures d'ouverture habituelles,
 - par courrier à la mairie de Baron-sur-Odon,
 - par courriel à l'adresse dédiée suivante : mairie@baron-sur-odon.fr
- Cette délibération est affichée et peut être consultée en mairie depuis le 28 septembre 2021.

Vie des sociétés

PADEL SHOT

Société par actions simplifiée
Au capital de 574 610 euros
Siège social : 79, rue de Sèvres
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
838 648 244 RCS Nanterre

MODIFICATION

Par décision de l'AGM du 1er octobre 2021, il a été décidé de transférer le siège social de la société Padel Shot, du 79, rue de Sèvres, 92100 Boulogne-Billancourt à rue des Frères Lumière, 14120 Monderville, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts. La société sera immatriculée au RCS de Caen.
Le président de la société est M. Jérôme Dolige, demeurant 13, Carrer Calatrava, 08017 Barcelone, Espagne.
Pour avis.

L'ÉPI DEB

Société à responsabilité limitée
Au capital de 1 500 euros
Siège social : route de Bayeux
14400 TOUR-EN-BESSIN

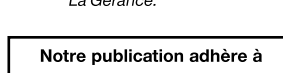
AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte sous seing privé en date du 29 octobre 2021 à Bayeux, il a été instituée une société à responsabilité limitée présentant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : L'Épi Deb.
Capital : 1 500 euros correspondant à 1 500 parts sociales de numéraire libérées entièrement.
Siège social : route de Bayeux, 14400 Tour-en-Bessin.
Objet : exploitation d'une épicerie, presse, dépôt de pain, produits locaux, snacking, achat, location, vente de tous fonds de commerce se rattachant directement ou indirectement à l'objet social, la prise de participation, la vente de titres de sociétés dont l'objet social se rapporte directement ou indirectement à l'objet social. Et d'une manière générale toutes opérations mobilières ou immobilières, commerciales, industrielles, financières, civiles ou commerciales, pouvant contribuer directement ou indirectement à la réalisation de cet objet.
Durée : 99 années à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.
Gérant : Mme Déborah Lepetit, demeurant 41, route de Crouay, 14400 Tour-en-Bessin.
La société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Caen.
La Gérance.

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à Livarot du 25 octobre 2021, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme sociale : société civile immobilière.
Dénomination sociale : SCI Les Hauts de Glos.
Siège social : 646, chemin de la Bretonnière, Notre-Dame-de-Courson, 14140 Livarot Pays d'Auge.
Objet social : l'acquisition de tout terrain et de tout immeuble, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement dudit immeuble et de tous autres immeubles bâtis dont elle pourrait devenir propriétaire ultérieurement, par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement.
Durée de la société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés.
Capital social : 1 000 euros, constitué uniquement d'apports en numéraire.
Gérance : M. Jean-Louis Bride, 646, chemin de la Bretonnière, Notre-Dame-de-Courson, 14140 Livarot Pays d'Auge et M. Xavier Ducey, 903, chemin de la Bruyère Hauvel, 14140 La Torquesne.
Clauses relatives aux procédures de parts: agrément requis dans tous les cas ; agrément obtenu à l'unanimité des associés. Immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés de Lisieux.
Pour avis
La Gérance.

Notre publication adhère à



dont elle suit les recommandations

Les remarques concernant une publicité parue dans notre publication sont à adresser au

ARPP
autorité de régulation professionnelle de la publicité
23 rue Auguste Vacquerie
75116 Paris
www.arpp-pub.org

Les remarques concernant les petites annonces classées sont à adresser directement au journal

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général
Jean-Philippe VENNIN.

AVIS DE CONSTITUTION

Il a été constitué une société par acte sous seing privé, en date du 1er août 2021, à Ifs.
Dénomination : SCI Vigourt.
Forme : société civile immobilière.
Siège social : 4, boulevard du Stade, 14123 Ifs.
Objet : l'acquisition, l'administration, la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers, la vente de tous immeubles et biens immobiliers. La réalisation de toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, à condition toutefois d'en respecter le caractère civil.
Durée de la société : 99 années.
Capital social fixe : 1 000 euros.
Cession de parts et agrément :
- Pierre Vigourt, 99 parts sociales,
- Thierry Vigourt, 1 part sociale.
Gérant : M. Pierre Vigourt, demeurant 4, boulevard du Stade, 14123 Ifs.
Gérant : M. Thierry Vigourt, demeurant 4, boulevard du Stade, 14123 Ifs.
La société sera immatriculée au RCS de Caen.

Pierre VIGOURT.

SELARL NORMANDIE-JURIS
Ahmed AKABA-Luc ANDRIEU
Christine BOIZAT-Albane SADOT
Société d'avocats
1, rue André-Sakharov
76130 MONT-SAINT-AIGNAN

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme sociale : société à responsabilité limitée.
Dénomination sociale : EURL Le Bordaïs Bruno.
Siège social : 4, La Grand' Route, 14250 Loucelles.
Objet social : toute activité de plaquiste, peinture intérieure et extérieure, pose de sols (moquette, plastique, parquets), menuiserie intérieure et pose de fenêtres.
Durée de la société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la société au RCS de Caen.
Capital social : 5 000 euros (numéraire).
Gérance : M. Bruno Le Bordaïs, demeurant 4, La Grand' Route, 14250 Loucelles, assure la gérance.
Pour avis
La Gérance.

1 Dans le ressort du tribunal de commerce de Caen (14)
TRIBUNAL DE COMMERCE DE ROUEN
JUGEMENT DU 19 OCTOBRE 2021
OUVREMENT D'UNE PROCÉDURE DE SAUVEGARDE

2 NBI (SAS) 6, rue du Champ des Bruyères Z.I. du Madrillet, 76800 Saint-Étienne-Rouvray, aménagement de véhicules professionnels, RCS Rouen 378 528 178. Administrateur judiciaire : Selarl AJAssociés, Me Hervé Coustans, 103, rue Martinville, 76000 Rouen avec mission d'assister le débiteur pour tous les actes de gestion. Mandataire judiciaire : Me Béatrice Pascual, 10, rue de la Poterne, 76000 Rouen.

AVIS DE SAISINE DE LÉGATAIRE UNIVERSEL DÉLAI D'OPPOSITION

Article 1007 du Code civil
Article 1378-1 Code de procédure civile
Loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016

Par testament olographe du 6 février 2014, Mme Marie-Claude Pautelle Lacouture, demeurant à Noues-de-Sienne (14380), 25, rue de la Gare, Saint-Sever, Calvados, veuve de M. Jean-Claude Louis Jules Albert Mouchel, née à Orthevielle (40300) le 22 décembre 1937 et décédée à Noues-de-Sienne (14380) le 16 juin 2021, a institué un légataire universel.
Ce testament a été déposé le 3 novembre 2021 au rang des minutes de l'office notarial de Levallois-Perret (92300), 11-11 bis, place du Général-Leclerc.
Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Me Richard Poulin, notaire à Vire Normandie (Calvados), 43, rue de Caen (CRCPN : 14076), dans le mois suivant l'accusé réception délivré par le greffe de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ces testaments. En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

Adjudications immobilières

AVIS DÉTAILLÉ DE VENTE IMMOBILIÈRE SUR ADJUDICATION

À la requête de :
1. Mme Valérie Rault épouse Legros, demeurant 27, rue Schubert, 76620 Le Havre,
2. M. Nicolas Legros, demeurant 27, rue Schubert, 76620 Le Havre,
3. M. François Rault, demeurant 54, rue Romarin-Rolland, 76620 Le Havre.
Ayant tous trois pour avocat constitué la SAS Cabinet Griffiths Duteil Associés, agissant par Me Xavier Griffiths, avocat au barreau de Lisieux, demeurant 1, rue des Mathurins, 14100 Lisieux, tél. 02 31 48 56 90, fax 02 31 63 89 49.
Il sera vendu aux enchères publiques, en un seul lot, devant le juge de l'exécution du tribunal judiciaire de Lisieux, siégeant au palais de justice de Lisieux, 11, rue d'Orival, 14100 Lisieux.
Le 16 décembre 2021 à 9 h 00

Mise à prix de trois cent trente mille euros (330 000)

Le bien immobilier suivant :
UNE PROPRIÉTÉ
Située à **ABLON** (Calvados) 14600
La Houssaye, 2504, route de Genneville
Composée d'une chaumière à usage d'habitation avec terrain et jardin autour comprenant :
- au rez-de-chaussée : séjour avec cheminée, cuisine, WC,
- à l'étage : deux chambres, salle de bains, WC.
Le bien constituant une propriété bâtie et des propriétés non bâties, d'un seul tenant, et figurant au cadastre de ladite commune : section E 274 et E 276, lieudit La Houssaye, pour une contenance totale de 30 ares et 92 centiares (3 092 m²).
Le bien est actuellement occupé.
Le cahier des conditions de vente peut être consulté au greffe du juge de l'exécution du tribunal judiciaire de Lisieux (RG 210002) ou au cabinet de la SAS Cabinet Griffiths Duteil Associés, avocats, 1, rue des Mathurins, 14100 Lisieux, tél. 02 31 48 56 90, fax 02 31 63 89 49.
Les enchères ne pourront être portées que par un avocat inscrit au barreau de Lisieux, les frais étant supportés par l'adjudicataire en sus du prix d'adjudication, outre la TVA le cas échéant.
Visite sur place, sans rendez-vous, par huissier de justice le mardi 7 décembre 2021 de 10 h 00 à 12 h 00.

Fait à Lisieux
Le 4 novembre 2021
Me Xavier GRIFFITHS
Avocat signé.

Accident Il faut vérifier la profondeur avant de plonger

Un vacancier très gravement blessé en plongeant dans une rivière, près de la plage de son camping, estimait que l'absence de profondeur suffisante à cet endroit rendait le propriétaire responsable. Il ajoutait qu'une signalisation aurait dû être disposée, dans ce lieu ouvert au public, afin d'avertir du danger. Mais pour la justice, toute personne "raisonnablement prudente" doit s'assurer que la hauteur d'eau est suffisante, et si elle ne le fait pas, elle commet "une faute d'imprudence" qui la rend seule responsable de son accident. De plus, la gravité de cette faute en fait la "cause exclusive" de l'accident, ce qui interdit d'invoquer la responsabilité du propriétaire des lieux, que ce soit pour l'aménagement ou l'absence de signalisation. En l'absence de toute responsabilité d'autrui, l'indemnisation, liée au contrat d'assurance personnel de la victime risque d'être très inférieure à celle qu'aurait procurée la responsabilité civile d'autrui.
(Cass. Civ 2, 29.3.2018, D 17-15.918).

SCI GUERVILLE

SCI
Capital social : 10 000 euros
Siège social : 56, rue des Ecoles
14123 GORMELLES LE ROYAL
834 071 441 RCS de Caen

DÉNOMINATION SOCIALE TRANSFERT DE SIÈGE GÉRANCE

Aux termes de décisions en date du 30 septembre 2021, les associés ont décidé, à compter de ce jour :
- de modifier l'article 3 des statuts en adoptant la dénomination sociale Fala,
- de modifier l'article 5 des statuts en transférant le siège social au 6, rue du Maréchal-Montgomery, 14000 Caen,
- de nommer en qualité de cogérants : M. Emmanuel De Grenier De Lassagne, demeurant 5, rue des Pigeons-Blancs, 60300 Senlis, et M. Frédéric Fabry, demeurant 21, chemin des Pâtures, 76480 Verneuil-sur-Seine en remplacement de Mme Sophie Guerville.
Mention sera portée au RCS de Caen.

Autres légales

SCP AB – Maître Cécile BREAVOINE, Avocat au Barreau de LISIEUX
14 bis rue Clémenceau – BP 21 – 14130 PONT L'ÉVÊQUE
Tél : 09.82.47.90.66 – Mail : c.breavoine@ab-avocats14.fr

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES EN UN SEUL LOT À LES AUJESIERS-SUR-CALONNE (14130)
888 chemin du Pont Esnault, chemin rural n°7 dit Des Airrières, Lieu-dit Ferme de l'Hôpital, une MAISON A USAGE D'HABITATION d'une surface habitable de 114,63 m² et jardin.
MISE A PRIX : 100.000,00 € (CENT MILLE EUROS)
ADJUDICATION FIXÉE
AU JEUDI 16 DÉCEMBRE 2021 à 9h00
à l'audience du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de LISIEUX, 11 rue d'Orival
VISITE PAR MAITRE DOROTHEE GOMBART :
le vendredi 26 nov. 2021 de 10h à 11h
CLAUSES ET CONDITIONS DE LA VENTE : stipulées dans le cahier des conditions de vente n°20/00005 qui peut être consulté au greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de LISIEUX, où il a été déposé le 5 mars 2021, ou au cabinet de Maître Cécile BREAVOINE, ENCHÈRES – CONSIGNATION : les enchères ne peuvent être portées que par un Avocat postulant inscrit au Barreau de LISIEUX. Il doit avoir été consigné entre ses mains, par chèque de banque libellé à l'ordre du Bâtonnier de l'Ordre des Avocats ou caution bancaire irrévocable, une garantie financière représentant 10% de la mise à prix avec un minimum de 3.000 €. Les frais de poursuite exposés pour parvenir à la vente sont supportés par l'adjudicataire en sus du prix d'adjudication.

Autres départements

85 St-Hilaire-de-Riez 84 000 €
85 St-Hilaire-de-Riez 49 000 €
41 Romorantin-Lanthenay 500 000 €
85 St-Jean-de-Monts

Vente maison
ST HILAIRE DE RIEZ PLAGES, Nouveau domaine sécurisé avec piscine couverte. Votre résidence 3 chambres livrée clés en mains à partir de 84 000 euros.
Infos et renseignements, tél. 02 51 54 59 22. RCS 489 333 983 0010

Demeure d'exception
MAISONS PAS CHERES - Superbe propriété sur 6 Ha 50. DPE non éligible. Prix 500 000 €. www.transavia.fr ou doc gratuit 121 rue d'Auron 18000 Bourges. www.immobilier-petits-prix.com. Tél. 02 48 23 09 33

Découvrez les nouveautés des Editions OUEST-FRANCE
www.editionsouestfrance.fr

vacances

Littoral Atlantique

Vente mobilehome caravane sur terrain
85 St-Hilaire-de-Riez
Mobil-home Résidentiel - Isolation 4 saisons - 40,00 m², 12 Modèles disponibles. Prix : 12 000 € - Livrés à domicile.
HORIZON MOBIL, tél. 02 51 54 59 22.

dimanche ouest france
1 journal
3 cahiers

Sur un camping 100% résidentiel ouvert toute l'année. Plage et commerces à pieds. Mobil-Home IRM CONFORT 6 couchages sur parcelle aménagée, acquis neuf en 2016 42 000 euros. Dispo de suite. 19 000 euros entièrement équipé.
Infos et renseignements, tél. 02 51 54 59 22. RCS 489 333 983.

ouest france
Société « Ouest-France », S.A. à Directeur et Conseil de Surveillance au capital de 300 000 €. **Siège social** : 10, rue du Breil, 35051 Rennes cedex 9. **Tél. 02 99 32 60 00.**
www.ouest-france.fr
facebook.com/ouestfrance
Twitter : @OuestFrance

Abonnez-vous au Pack famille (journal + contenus numériques)
29€ / mois au lieu de **51€**
abo.ouest-france.fr ou **02 99 32 66 66** (appel non surtaxé)

Fondateur : M. Paul Hutin Desgrées.
Cofondateur : M. François Desgrées du Loû.
Fondateur de l'Association pour le Soutien des Principes de la Démocratie Humaniste : M. François Régis Hutin.
Directeur de la publication : M. Louis Echelard.
Rédacteur en chef : M. François-Xavier Lefranc.
Membres du Directoire : M. Louis Echelard, Président, M. Matthieu Fuchs, Vice-Président, Directeur Général, Mme Jeanne-Emmanuelle Hutin-Gapsys, M. François-Xavier Lefranc, M. Philippe Toulemonde.
Membres du Conseil de Surveillance : MM. David Guiraud, Président,

Michel Camdessus, Vice-Président, Mmes Christine Blanc-Patin, Valérie Cottereau, Annabel Desgrées du Loû, Laurence Méhaignerie, MM. Philippe Besnard, Denis Boissard, Thierry Maillard.
SIPA représentée par M. Benoît Le Goaziou, Association Ouest-France Solidarité représentée par M. Paul Hutin.
Principale associée : SIPA (Société d'investissements et de participations). SIPA est contrôlée par l'Association pour le Soutien des Principes de la Démocratie Humaniste, association loi 1901, dont le Conseil d'Administration est composé de M. David Guiraud, Président, Mmes Christine Blanc Patin, Annabel Desgrées du Loû, Laurence Méhaignerie, Anne-Marie Quemener, Dominique Quinio, Marie-Trinité Touffet, MM. Bertrand Badre, Olivier Bonsart, Denis Boissard, Christophe Hutin, Benoît Le Goaziou, François Le Goaziou, Gabriel Petitpont.
Rédaction de Paris : 91, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. 01 44 71 80 00.
Publicité extralocale : 366 SAS. Tél. 01 80 48 93 66. www.366.fr
Publicité locale : Additi, tél. 02 99 26 45 45. www.additi.fr
Commission paritaire n° 0625 C 86666 N° ISSN : 0999-2138.
Impression : Ouest-France, 10, rue du Breil, 35051 Rennes cedex 9 et parc d'activité de Tournebride, 44118 La Chevrolière ; Société des publications du Courrier de l'Ouest, 4, bd Albert-Blanchoin, 49000 Angers. Imprimé sur du papier produit en France, Suisse, Belgique, Allemagne, Espagne et Royaume-Uni, à partir de 64 à 100 % de fibres recyclées. Eutrophisation : 0:010kg/tonne.
Tirage du mercredi 10 novembre 2021: 584 002

Performance énergétique des bâtiments
Depuis le 1er janvier 2011, dans toutes les annonces relatives à la mise en vente ou en location d'un bien immobilier doit figurer la performance énergétique du logement sous peine d'annulation éventuelle de la vente ou de réduction du prix de la transaction.
L'annonceur doit donc demander de faire réaliser un DPE (diagnostic de performance énergétique) par un professionnel.
Nous remercions nos annonceurs professionnels et particuliers de se conformer à cette nouvelle disposition.

Le performance énergétique est exprimée en kWh/m².an. L'échelle est cotée de A, pour les logements les plus sobres, à G, pour les plus énergivores.
La moyenne du parc immobilier français se situe autour de 240 kWh/m².an (classe E).

Les bâtiments concernés par le DPE sont les maisons et les appartements, mais aussi tous les locaux tertiaires (bureaux, commerces, établissements scolaires, etc.).
Quelques exceptions existent néanmoins : certaines constructions provisoires, les bâtiments indépendants de moins de 50 m², les monuments historiques, certains bâtiments industriels, artisanaux ou agricoles, etc.
(source ADEME)

Consommation énergétique en kWh/m².an en énergie primaire